

Prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 24/04/2026

Introduction

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas introduire de limite de fréquence au recours à la prestation de changement de compteur, sans facturation de l'intervention ?

Favorable

Commentaire :

EDF considère que, dans le cas d'une inadéquation constatée lors de « l'étude d'adéquation poste livraison/besoin client », la prestation de changement de compteur doit rester non facturée quelle qu'en soit la fréquence. En effet, pour un client en portefeuille depuis moins de cinq ans, au moment de la demande, le fournisseur peut être dans l'impossibilité de savoir si celui-ci a fait une demande durant les cinq années précédentes. Dans ce cas, le fournisseur ne pourra pas indiquer le prix de la prestation au client. Par ailleurs, il n'est pas clair si la proposition de GRDF s'applique au client pour un même site ou au site lui-même.

Ainsi, dans une optique de simplification et de lisibilité comme d'équité, EDF considère qu'il n'est pas pertinent d'introduire une limite de fréquence dans la prestation de changement de compteur.

Question 2 : Dans l'éventualité où une limite de fréquence sans facturation devait être introduite, êtes-vous favorable à la différenciation proposée par GRDF pour facturer l'intervention de changement de compteur, entre les hausses et les baisses de calibre ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF considère que les raisons d'un changement de compteur sont différentes à la hausse et la baisse :

- A la baisse, il s'agit d'éviter que le client paye le tarif de débit qui vient d'être introduit et dans ce cas, le but est d'éviter que le client ne soit surfacturé. Ne pas facturer l'acte visant à changer de compteur, si ce coût n'est pas inclus dans les loyers des prestations 301 et 304, paraît dans ce cas pertinent. Par ailleurs, dans ce cas également, EDF s'interroge sur la pertinence de facturer « l'étude d'adéquation poste livraison/besoin client ». En effet, son coût est élevé (267 €) et pourrait désinciter les consommateurs dont le changement de compteur à la baisse est pertinent à ne pas la souscrire la prestation et in fine à ne pas changer de compteur (l'étude étant obligatoire dans ce cas) et continuer de se trouver surfacturé en payant le terme de débit normalisé.

- En revanche, à la hausse, il s'agit très probablement un changement d'usage. Quel que soit l'historique du site ou du consommateur, dans ce cas, le changement de compteur éventuel fait partie des coûts engendrés par ce client et il n'y a donc pas de raison qu'une partie de ces coûts soient supportés par les autres utilisateurs du réseau via l'ATRD.

En conclusion, EDF considère qu'à la baisse, l'acte visant à changer de compteur ne devrait jamais être facturé, alors qu'à la hausse sa facturation devrait être systématique.

Question 3 : Partagez-vous les réserves de la CRE relatives à la facturation de la prestation de changement de compteur, dès lors que GRDF n'a justifié l'absence de double couverture des charges liées à l'intervention pour mise en service du nouvel équipement ?

Favorable

Commentaire :

EDF partage l'avis de la CRE selon lequel il ne faut pas imputer une double couverture des charges liées à l'intervention de pose de compteur et de mise en service.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse et l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation de « Passage au pas horaire » ?

Favorable

Commentaire :

EDF n'ayant pas enregistré de demande de la part des clients équipés de compteurs Gazpar d'un fichier détaillant les consommations horaires relevées sur la période de souscription de la prestation, ne s'oppose pas à la suppression de celui-ci par GRDF.

Toutefois, EDF s'étonne que dans le cas où le télérelevé n'est pas disponible, GRDF ne prévoit plus de remplacer les données horaires manquantes par des

données calculées. Cette prestation n° 561 étant payante, elle devrait permettre au client de disposer d'une donnée sur chaque pas horaire.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la pérennisation de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ », adressée aux clients du haut de portefeuille ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la demande de pérennisation de la prestation proposée par GRDF, considérant qu'elle répond à un besoin des acteurs. Ce service doit pouvoir être proposé à tous les types de clients du bas comme du haut de portefeuille.

EDF remarque que GRDF ne fait mention d'aucun dispositif pour remplacer les données horaires manquantes par des données calculées dans le cas où le télérelevé n'est pas disponible pour la prestation n° 562

Question 6 : Avez-vous des remarques concernant la tarification de la prestation de « Passage au pas horaire pour les clients en fréquence MM/JJ » ?

EDF partage l'avis de la CRE et considère que le prix de la prestation doit refléter les coûts de GRDF, d'autant plus que celle-ci ne présente pas ou peu de valeur ajoutée pour la collectivité (pas d'enjeux de flexibilité). Il n'y a dans ces conditions aucune raison de faire supporter une partie des coûts à l'ensemble des utilisateurs du réseau via l'ATRD.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant les prestations de « Collecte d'index auto-relevé » client et fournisseur ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la proposition de modifier les prestations de collecte d'index auto-relevé » client et fournisseur (prestations 12 et 28 du catalogue des prestations) pour les rendre également accessibles aux clients à relevé mensuel disposant d'un compteur évolué dit « Gazpar » qui ne communique plus depuis au moins 3 mois.

Question 8 : Avez-vous des remarques sur les modalités opérationnelles de collecte d'index auto-relevé pour les clients à relevé mensuel, équipés d'un compteur évolué non communicant, telles qu'envisagées par GRDF ?

EDF partage l'avis de la CRE selon lequel la fréquence de transmission des auto-relevés pour les clients à relevé mensuel doit être cohérente avec celle prévue pour les clients à relevé semestriel.

D'autre part, EDF souhaite que la collecte d'autorelevé client puisse se faire sur le Serveur Vocal Interactif de GRDF pour les clients à relevé semestriel comme pour les clients à relevé mensuel.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Pression disponible standard » ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la modification proposée afin de mettre en cohérence dans le descriptif de la prestation « Pression disponible standard » N°22, les descriptions de pression présentes dans les conditions de distribution.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à accepter la demande de modification concernant la prestation « Service de pression non standard » ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à cette modification de la prestation « Service de pression non standard » N° 308, considérant qu'elle précise les conditions contractuelles de la prestation.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant la demande de GRDF de créer une tarification spécifique pour le raccordement des réseaux de chaleur au réseau de distribution de gaz ?

Favorable

Commentaire :

EDF partage l'avis de la CRE selon lequel la proposition de GRDF a un caractère discriminatoire.

GRDF ne produit aucun élément chiffré prouvant que les réseaux de chaleur présentent des aléas de consommation plus importants que les autres consommateurs et occasionnent un risque de non-couverture des coûts de raccordement sur la durée d'exploitation du réseau de chaleur. Dans cette situation, il n'y a pas lieu de viser, en particulier, le raccordement des seuls réseaux de chaleur.

Par ailleurs, si la proposition de GRDF venait à être appliquée, le risque de non-couverture des coûts de raccordement évoqué par GRDF ne doit pas être analysé projet par projet mais à l'échelle des réseaux de chaleur. En effet, en se couvrant de tous les aléas projet par projet, avec le foisonnement, la proposition de GRDF conduirait, au global, à surfacturer le raccordement des réseaux de chaleur (par définition, un risque ne se matérialise pas systématiquement).

EDF considère que, comme cela est le cas actuellement, les coûts de raccordement facturés à tout nouvel utilisateur doivent refléter seulement les coûts d'infrastructure réellement occasionnés pour GRDF. La prise en compte de pertes de recettes suggérée par GRDF n'a aucune raison de rentrer en ligne de compte dans la facturation du raccordement. EDF n'a pas connaissance de secteurs où une entreprise doit compenser les pertes de recettes d'une autre entreprise au motif qu'une partie de ses clients n'ont plus besoin de ses services. Une telle pratique constituerait de fait une barrière au développement des réseaux de chaleur. L'idée entendue dans les débats que ne pas imputer cette perte de recette pourrait constituer une subvention croisée ne présente aucun fondement.

Les couts d'infrastructure sont quant à eux répercutés à tous les utilisateurs : s'il y des nouveaux utilisateurs ou des utilisateurs qui disparaissent, la règle tarifaire de ventilation des coûts entre utilisateurs persiste. Il serait discriminatoire, en comparaison à des clients sollicitant un raccordement techniquement similaire mais engendrant une demande additionnelle, que GRDF facture aux réseaux de chaleur, la perte de recettes d'acheminement en raison de la baisse de consommation de gaz des clients se raccordant au réseau de chaleur.

Question 12 : Etes-vous favorable à l'analyse de la CRE concernant les autres demandes de modification de la prestation « Réalisation de raccordement » (b, c, d) ?

Favorable

Commentaire :

EDF n'est pas favorable à la proposition de GRDF concernant le traitement des gros clients. EDF a toujours défendu que chaque catégorie d'utilisateurs doit supporter les coûts qu'elle génère. Comme expliqué précédemment, si une analyse de risque devait être effectuée, celle-ci devrait se faire au niveau de la catégorie d'utilisateurs afin de tenir compte des effets de foisonnement. Une analyse projet par projet conduirait à surfacturer les projets souhaitant se raccorder au réseau de gaz.

Question 13 : Avez-vous des remarques concernant les modifications demandées par GRDF pour la prestation de « Mise à disposition du poste de livraison ou du dispositif local de mesurage » ?

EDF n'a pas d'avis

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE consistant à introduire la prestation « Service de comptage du biogaz autoconsommé pour l'hygiénisation » au catalogue des prestations à titre expérimental au 1er janvier 2027 ?

Favorable

Commentaire :

EDF partage l'orientation de la CRE étant donné que la prestation proposée répond à une obligation réglementaire et que le prix de celle-ci reflète les coûts supportés par GRDF.